



Des changements transformationnels!

Chers lecteurs, j'ai le plaisir de vous présenter le premier numéro spécial « Success stories » de votre bulletin de développement PNUD Sango, qui publie chaque fin de trimestre les différentes activités mises en œuvre par le PNUD en République du Congo. Cette publication est la vitrine de notre appui aux initiatives de développement du Gouvernement. Il présente résultats obtenus dans nos différents domaines prioritaires d'intervention au cours de ce premier trimestre.

Avec l'approche de communication pour le changement social, fondement théorique de la nouvelle stratégie de communication du PNUD (2014-2018), nous mettons aujourd'hui l'accent sur le dialogue en tant qu'élément essentiel du développement, ainsi que sur la nécessité d'encourager la participation et l'autonomisation des communautés vulnérables.

Voilà pourquoi nous avons compilé ici quelques-unes de nos plus belles réussites – success stories en anglais – à travers les témoignages des bénéficiaires eux-mêmes. Ces articles mettent en exergue les problèmes auxquels ces communautés étaient confrontées avant l'intervention du PNUD, et surtout les actions développées par nos experts pour répondre à ces difficultés et favoriser « les changements transformationnels ».

Dans ce numéro, les propos des bénéficiaires des projets du PNUD ont été collectés à Tandou Bizenzé et Tandou Mboma, dans le Kouilou, à Kinkala, Loungui, Boko, dans le Pool, et enfin à Obaba, Gamboma et Etoro, dans les Plateaux. Comme vous le verrez, ces témoignages traduisent fidèlement notre engagement, « Au service des peuples et des Nations ».

Excellentes conditions de lecture!

Eloi Kouadio IV
Représentant Résident a.i

L'ACCÈS À L'EAU POTABLE CHANGE LE QUOTIDIEN DE DEUX VILLAGES DANS LE KOUILOU



Photo PNUD Congo

Alice Mackosso avec ses enfants à la borne fontaine de Tandou Bizenzé

Mer, fleuve, rivières, lacs : l'eau n'est pas ce qui manque en République du Congo. Pourtant, pour les populations de Tandou Bizenzé et Tandou Mboma, deux villages situés en périphérie de la ville de Pointe-Noire, l'accès à l'eau potable était jusqu'à récemment un défi quotidien. Les villages étant perchés sur une montagne, les mères et leurs filles devaient affronter tous les jours une pente longue de près de 300 mètres pour se procurer les quelques litres d'eau nécessaires au foyer, dans des sources ou ruisseaux peu hygiéniques.

«Faute d'ouvrages de protection, les bestioles et autres insectes avaient libre accès à la plus part des points d'eau. Les feuilles mortes et des banchettes qui tapissaient les fonds de ces points d'eau remontaient à la surface lorsqu'on venait chercher de l'eau», explique Alice Mackosso, une habitante de Tandou Bizenzé.

À Tandou Mboma, les habitants s'approvisionnaient aux bords de la rivière Tchimpoukoula. « Les deux points d'eau sont à une quinzaine de minutes de marche de nos habitations. Il faut se lever très tôt, car ceux qui arrivent avant vous ont tendance à

rendre boueux le point», indique Julienne Tchissambou, à Tandou Mboma.

L'étude diagnostique réalisée en décembre 2010 par le PNUD et la société pétrolière TOTAL E&P a confirmée des graves problèmes d'approvisionnement d'eau dans les deux localités. Ceci a conduit les deux structures à se mettre ensemble dans le cadre du projet Village du Millénaire et ce partenariat a permis, entre autre, l'érection de deux puits d'eau fonctionnant à l'énergie solaire, qui alimentent quatre points de distribution d'eau dont trois à Tandou Bizenzé.

«Pour la première fois depuis que ce village existe, nous buvons de l'eau qui soit aussi claire. Cette eau semble même être mieux que l'eau qui vient de Pointe-Noire dans les bouteilles en plastique», commente le chef du village de Tandou Bizenzé.

La difficulté d'accès à l'eau n'en est plus une. «Je profite de ce beau soleil pour faire mes travaux ménagers, laver la vaisselle, le linge, laver les enfants et puiser de l'eau», confie Natacha Mavoungou, femme au foyer en train de recueillir l'eau à la fontaine. «L'eau est de bonne qualité. On la boit. Elle nous sert aussi à la cuisson de nos mets», ajoute Natacha.

Les puits ont aussi apporté des bénéfices inattendus pour ces deux communautés en particuliers pour les enfants : les deux heures que l'on devait passer pour puiser de l'eau ont été réduites à 5, au plus 10 minutes. L'institutrice Martine de l'école primaire de Tandou Bizenzé, a le sourire : « Les enfants arrivent enfin à l'heure, ils ne s'endorment plus sur leur table, et s'ils ont soif, c'est d'apprendre».

Un comité d'eau, chargé de l'entretien des bornes et du matériel, a été mis en place avec l'appui du PNUD.

SOMMAIRE

- Internet: les jeunes filles sur la toile à GambomaP2
- Des groupements de femmes ravivent l'économie de Kinkala.....P3
- Villages du Millénaire: Etoro progresse vers l'éducation primaire pour tousP4
- Zoom: Les activités des Comités de Gestion pour le Développement CommunautaireP6-P7
- Jeu PNUD SANGOP7
- Vie du Bureau: La nouvelle économiste principale du PNUD CongoP8

INTERNET : LES JEUNES FILLES SUR LA TOILE À GAMBOMA

Bientôt 2 ans, depuis que 3 jours par semaine, la jeune Nichella Gankama, 18 ans, traverse la principale avenue de Gamboma (la nationale 2) pour se rendre au cyber espace du centre des filles et femmes de la localité, à l'instar de nombreuses autres jeunes filles de Gamboma. Tôt le matin, dès l'ouverture de ce centre construit par le PNUD avec l'appui de l'Organisation des Premières Dames d'Afrique, on les retrouve assises devant un ordinateur en train de faire des recherches, consulter leurs mails, tweeter, aller sur Facebook ou simplement apprendre l'informatique.



Photo PNUD Congo

Nichella Gankama, lors de l'entretien avec PNUD-SANGO dans le Centre des Femmes et Filles de Gamboma

Contrairement à la téléphonie mobile, l'accès à l'Internet est encore limité du fait des coûts excessifs des fournitures et des services notamment pour les jeunes, en République du Congo. A titre d'exemple, en 2010, selon le rapport mondial sur le développement humain 2013 du PNUD, le taux des abonnées à la téléphonie était de 94% pendant que le nombre de personnes sur 100 utilisant l'internet était de 5 et ceux possédant un ordinateur portable est de 0,5 sur 100.

« On avait, vraiment, des difficultés pour apprendre l'informatique à Gamboma et combien de fois l'Internet. Les centres n'étaient pas nombreux et avoir un ordinateur était un luxe. Grâce à ma curiosité et ma volonté à connaître j'utilisais, sans maîtrise, l'ordinateur d'un cousin. C'est ça mon premier contact avec un ordinateur. Mais c'est grâce à ce centre que j'ai approfondi mes connaissances de l'outil informatique et découvert ce que c'est que l'Internet. Ici, j'ai appris à faire des recherches... je connais pas mal des choses, aujourd'hui », explique Nichella Gankama, qui est élève au Lycée Henri Lopes de Gamboma.

En 2009, l'appui du PNUD a permis d'installer un cyberspace d'une capacité de 5 ordinateurs pour les recherches et dans le but d'initier les jeunes filles à l'informatique et Internet. La même année, 40 meilleures

jeunes filles des Collègues et du Lycée de Gamboma ont été formées à l'uti-

lisation des ordinateurs et à l'Internet dans le cadre du projet prévention du VIH/Sida chez les femmes et les filles dans les zones urbaines et rurales en République du Congo, avec un accent particulier dans les zones frontalières avec la République Démocratique du Congo, la Centrafrique, le Gabon et le Cameroun.

Ce projet est le fruit d'une collaboration entre le PNUD et l'Organisation des Premières Dames d'Afrique contre le Sida (OPDAS). Le PNUD a assuré le soutien financier et l'assistance technique. Le but de cette action était de réduire la fracture numérique des jeunes, notamment des filles, ce qui n'est pas facile dans ce pays où le taux d'accès des populations à l'électricité est de 37%.

«Lorsque le cyberespace a ouvert ses portes le 23 octobre 2009, les jeunes filles étaient réticentes et certaines même étonnées de voir un ordinateur. Les quelques enseignants qui fréquentent aussi ce centre nous donne des échos du travail de nos internautes filles. Grâce aux recherches qu'elles font ici, elles arrivent à surprendre leurs enseignants », indique Christian Kouyaka, le Volontaire des Nations Unies qui est e gestionnaire du centre.

«Beaucoup de choses ont changé parce que ma capacité intellectuelle a changé. Je suis maintenant bien outillée

à travailler sur l'ordinateur et sur Internet. J'ai même une adresse électronique avec laquelle j'échange des mails avec mes grands frères qui sont à l'extérieur et mes camarades », se félicite Nichella Gankama.

Aujourd'hui, on compte 25 autres jeunes filles qui y sont inscrites et elles apprennent les fonctions de base de l'ordinateur et la navigation sur Internet.

Deux cyberspaces de même modèle sont aussi implantés à Ewo (département de la Cuvette-Ouest) et à Kinkala (Département du Pool). Un don de matériel informatique et d'accès à internet a été également offert à la Préfecture du département de la Cuvette.

Le succès des centres pour femmes et filles est tel que le PNUD et l'OPDAS envisagent d'élargir l'initiative et de créer des cyberspaces pour les jeunes filles à travers tout le pays.

Quelques chiffres:

- 3 cyberspaces installés dont un à Gamboma, Owando et Kinkala ;
- 165 jeunes dont 65 filles formées utilisent l'internet.

LES GROUPEMENTS DE FEMMES RAVIVENT L'ÉCONOMIE DE KINKALA



Photo PNUD Congo

hectares de superficie qui est divisée en 41 parcelles de 19 planches chacune. Une diversité de cultures y est produite: plantes potagères à l'instar du chou, des ciboules, des carottes, des aubergines, des céleris, etc. Ces cultures sont vendues à Kinkala et plus 60% sont acheminées vers Brazzaville.

Outre le maraîchage, d'autres groupements de femmes, dans les districts de Kinkala, Boko, Mindouli, Mayama et Kindamba, de ce même département, s'adonnent à la pisciculture, à la station piscicole de Bondo, et à l'élevage, aux fermes porcines et avicole de Ngambari.

Ces activités appuyées par le PNUD ont permis à plus de 1130 personnes de bénéficier des AGR sur un effectif total de 4016 personnes couvertes par les activités du programme.

«*La vente de nos produits, nous aide à faire face aux besoins de nos familles respectives. Aujourd'hui, nous les femmes, mariées ou célibataires, sommes capables de supporter les frais scolaires de nos enfants. Les débuts n'ont pas été faciles*», se souvient Jacqueline Nanitélamio.

Outre la dynamique des économies locales, par la structuration du monde paysan en groupements d'intérêts économiques, déjà impulsée par ce programme, le PNUD entend construire des dessertes rurales reliant les bassins de production au marché d'échanges, mettre en place des banques de céréales, l'accès aux crédits à taux bonifié à travers les institutions de micro-finance.

Quelques chiffres:

- 4016 personnes couvertes par les activités du programme dans les cinq districts du Pool

- 1130 villageois bénéficient d'une Activité génératrice de revenus.

Groupement des maraîchers exposant leurs produits au siège du Conseil départemental à Kinkala

En 2006, Kinkala, chef-lieu du département du Pool, à soixante-dix kilomètres de Brazzaville, capitale de la République du Congo, ressemblait à une ville fantôme dévorée par les herbes folles et les séquelles de la guerre. Pendant les hostilités, en effet, les combattants, avaient commis des atrocités contre les communautés et vider la ville de sa population. Pour soutenir et répondre aux besoins des communautés fragilisées par ces conflits, le PNUD a financé la reprise de plusieurs activités parmi lesquelles les activités agropastorales.

Mme Joséphine Loufoua est la présidente de la Coopérative Agropiscicole de Bondo qui compte 55 membres. Elle fait partie des bénéficiaires de ce financement. «*Nos biens pillés et maisons ainsi que les produits vivriers ont été détruits ou brûlés. Nous avons perdu des êtres chers*», dit-elle en fronçant ses sourcils. Et d'ajouter : «*La guerre, elle a fait des milliers de morts et des centaines des milliers de déplacés sans compter les autres personnes affectées veuves et orphelins.*»

Le 19 décembre 2007, le PNUD, associé à quatre autres agences des Nations Unies (FAO, UNICEF, OMS, UNFPA) et à l'État congolais, a reçu un financement du

fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNTFHS) pour la mise en œuvre du Programme conjoint des Nations unies pour la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la sécurité humaine en République du Congo.

Depuis, le chef-lieu du département du Pool est un vaste chantier. Des femmes, des jeunes et les ex-combattants se lancent dans l'agriculture, la principale ressource du Pool, l'agroforesterie, l'élevage et la pêche en vue d'améliorer leurs moyens de subsistance afin d'accroître leurs revenus.

Deux ans plus tard, les femmes de la ceinture maraîchère de Kinkala sont encadrées par des experts du PNUD sur les techniques d'élevage, la fabrication d'aliments de bétail, les pratiques et soins vétérinaires, l'aménagement du terrain pour les cultures, etc. Ces formations les aident à se familiariser avec les techniques semi-extensives de production.

«*Grâce aux formations dispensées, nous nous en sortons mieux. Comme vous le savez, le maraîchage est une activité rentable mais il faut beaucoup travailler et assurer une veille quotidienne sur les lieux*» confie, Mme Jacqueline Nanitélamio, trésorière de la Coopérative des maraîchers de Kinkala.

Les femmes de cette coopérative pratiquent leur activité sur une étendue de 2

Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

VILLAGE DU MILLÉNAIRE : ETORO PROGRESSE VERS L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS



Des jeunes membres du CGDC d'Etoro en pleine activité sur la plateforme multifonctionnelle

Le Comité de Gestion de Développement Communautaire (CGDC), dirigé par M. Jonas Mongo, dans le village d'Etoro, a reçu une plateforme multifonctionnelle dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté du PNUD. Les six jeunes du CGDC de cette localité se sont donc mis au travail. Ils ont cultivé dix hectares de maïs et de soja et améliorent la production agricole du village.

« On avait des difficultés pour aller à Gamboma écraser le fougou et le maïs. Vraiment, les femmes ont souffert pour pétrir le manioc et leur journée de travail pouvait durer 14 à 16 heures. Elles avaient besoin de l'assistance de leurs filles qui malheureusement abandonnaient l'école pour aider leurs mères », se souvient M. Daniel Ngué Ngamporo, président du Village Etoro.

Pour améliorer la production agricole et alléger les travaux de post-récolte généralement dévolues aux femmes à Etoro, le PNUD a fourni une plate-

forme multifonctionnelle aux Comités de gestion de développement communautaire. L'objectif étant d'alléger la charge de travail et optimiser la production.

« Pour l'utilisation de cette machinerie, le PNUD a choisi après un test, six jeunes dont 4 hommes et 2 femmes qui ont bénéficié d'une formation appropriée à Brazzaville. Durant les 7 jours de formation nous avons pris monter, démonter et dépanner notre plateforme en cas de petits soucis. Et c'est dans le cadre d'un CGDC que nous gerons cette plateforme », explique M.

Pascal Onkounkou, Secrétaire Général du CGDC d'Etoro.

Les femmes peuvent désormais se décharger sur ces machines pour le pétrissage du manioc ou la mouture du maïs. « Cette plateforme multifonctionnelle, je crois que les femmes ont pratiquement gagné près de 7 heures de temps et donc à ce moment-là elles peuvent utiliser le gain de temps à d'autres choses, notamment à l'alphabétisation puisqu'il y a de grand problème d'alphabétisation des filles dans ce village »,

indique M. Jonas Mongo, président du CGDC d'Etoro. En matière agricole, ces jeunes ont bénéficié de la formation de l'Agri-Congo.

Cet appui a permis de diversifier et d'augmenter la production agricole des ruraux afin de saisir des opportunités offertes par la production du maïs et du soja pour accroître leurs revenus. Les plateformes facilitent les opérations de transformation des produits récoltés.



Vue partielle de la plateforme multifonctionnelle

Grâce à ces plateformes, pour la première fois, les communautés de ces deux villages préconisent fabriquer l'aliment de bétail, sur place, pour promouvoir l'élevage.

Photo PNUD Congo

VIH/SIDA : À GAMBOMA, IMELDA ET D'AUTRES JEUNES FILLES PRENNENT CONSCIENCE ET MILITENT DANS LA RÉDUCTION DU RISQUE D'INFECTION VIH

« Je n'utilisais pas de préservatif au cours de mes différents rapports sexuels parce que je considérais le sida comme une maladie des sorciers », c'est ainsi, presque en chuchotant, qu'Imelda, explique son ignorance de la maladie. A 36 ans, ce pair éducatrice, née à Gamboma, ancienne étudiante à l'université Marien Ngouabi, mesure sans doute le poids de toute déclaration sur les liens avec le déni de la maladie et le multi partenariat, aujourd'hui.

Les résultats de l'enquête de séroprévalence en République du Congo de novembre 2003, révèlent que, le taux de séroprévalence du VIH est estimé 4,1% avec une tendance à la féminisation de la pandémie : 4,7% chez les femmes contre 3,6% chez les hommes. Cette même enquête révèle qu'avant l'âge de 35 ans, les femmes sont 2,8 fois plus touchées que les hommes. Dans la sous-préfecture de Gamboma, en milieu rural, les 24314 femmes n'échappent pas à cette situation.

Imelda et bien d'autres filles de Gamboma doivent leurs connaissances au centre de formation pour femmes et filles sur les questions de lutte contre le VIH/SIDA, construit dans la localité. Ce centre est une initiative du bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement au Congo, grâce à l'appui de la section Congo de l'Organisation des Premières Dames d'Afrique contre le Sida (OPDAS), dans le cadre d'un projet commun intitulé : «Prévention du VIH/Sida chez les femmes et les filles dans les zones urbaines et rurales ».

« J'ai commencé à fréquenter ce centre dès les premiers jours de son ouverture, car il y avait un cyber café. Peu à peu les sessions de communication sur le SIDA, qu'on y développait, m'intéressaient. C'est ce qui m'a poussé à m'inscrire comme pair éducatrice. Nous sommes nombreuses à être dans cette situation. Et, durant la formation, je découvrais l'immensité des risques que je prenais dans mes rapports sexuels et pour mon hygiène de vie. J'étais vulnérable », explique Imelda.

En plus du centre de Gamboma, le projet a construit deux autres centres à

Ewo (département de la Cuvette Ouest) et Kinkala (Pool). Ces centres sont dotés chacun d'une grande salle polyvalente équipée en matériel audiovisuel et de projection



Photo PNUD Congo

Imelda, pair éducatrice dans la lutte contre VIH SIDA à Gamboma

de films, d'un cyberspace d'une capacité de 12 ordinateurs pour les recherches, d'une bibliothèque équipée et de bureaux d'appui-conseil sur le VIH/SIDA, les violences et les discriminations à l'égard de la femme, ainsi que des bureaux d'orientation et de promotion socioéconomique de la femme à Ewo, Gamboma et Kinkala.

Les interventions des deux partenaires, avec l'appui du Conseil National de Lutte contre le Sida ont permis de former 86 paires éducatrices dans ces localités. Elles ont déroulé plus de 10 000 sessions de sensibilisations sur le VIH/Sida ; 4240 préservatifs distribués lors des activités de formation et/ou de sensibilisation et 826 femmes, de 51 groupements ont bénéficié des microcrédits et d'appui-conseil pour mener des Activités Génératrices de Revenus.

Il ressort de l'Enquête Démographique et de Santé du Congo (EDSC-II 2011-2012) que le taux des femmes ayant eu des rapports sexuels à hauts risques est passé de 31,2%, en milieu rural en 2005, contre 33,5 % 2012. La majorité des femmes (71 %) sensibilisées savent, aujourd'hui, que l'utilisation d'un condom à chaque rapport sexuel

et la limitation des rapports sexuels à un seul partenaire fidèle et qui n'est pas infecté permettent d'éviter de contracter le virus. « Nous avons quand

même compris que le multi partenariat dans les rapports sexuels accroît le risque de contracter le VIH. Ce risque est d'autant plus important que l'utilisation du condom comme moyen de prévention est faible », a commenté Imelda.

Le budget initial du Projet s'élevait à 950 000 USD, financé à hauteur de 750 000 USD par la Coopération Sud-Co-réenne et de 200 000 USD sur fonds propres du PNUD. De son côté, l'OP-DAS-FCA, que dirige Mme Antoinette Sassou Ngesso, a mobilisé des ressources supplémentaires qui ont permis la construction et l'équipement des centres.

Quelques chiffres:

- 3 centres pour femmes et filles sont opérationnels à EWO (Cuvette Ouest), à Gamboma (Plateaux) et Kinkala (département du Pool) ;
- 86 paires éducatrices formées dans ces centres;
- 4240 préservatifs distribués lors des activités de formation et/ou de sensibilisation.

UNE GESTION PARTICIPATIVE DES ÉCOLES POUR UNE ALPHABÉTISATION CERTAINE



Session de passation de marché par le CGDC avec la collaboration du Conseil départemental du Pool à Kinkala

Au cours des décennies quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les écoles publiques étaient gérées par l'administration scolaire avec une faible implication des parents d'élèves, réunis dans une association d'envergure nationale. Avec la mise en place des Comités de Gestion pour le Développement Communautaire (CGDC), la scolarité des enfants est devenue préoccupation majeure dans les localités ayant un CGDC.

« L'Association des parents d'élèves du Congo (APEC) ne laissait pas beaucoup de place aux membres des différentes communautés locales pour participer à la gestion collégiale des écoles », explique M. Alexandre Mata, Conseil technique du CGDC et Directeur de l'école primaire Malanda de Boko, dans le département du Pool.

En 2004, d'après les experts du PNUD, les communautés n'étaient pas parties prenantes dans le processus de développement des écoles. Il n'existait aucun cadre institutionnel susceptible de garantir la participation des communautés de base au développement et à la pérennisation des structures écolières.

« Vous savez, au sortir des événements que nous avons connus, les populations qui étaient, à Brazzaville, devraient rentrer, rejoindre les villages. Il s'est posé des problèmes énormes : comment ces mêmes populations devraient gérer leurs communautés ? Les besoins urgent se sont posés à la population : les besoins en eau, les besoins de la scolarité, de la santé... Et le PNUD est arrivé pour être ensemble avec nous, d'abord, les autorités administratives, allé vers les populations leur montrer comment poser les problèmes, comment diagnostiquer les problèmes comment être ensemble

pour les résoudre », se souvient le Sous-Préfet de Louinguï.

En août 2005, le PNUD démarre la mise en œuvre de la composante 2 du Projet d'Appui à l'Education de base (PRAEBASE) : « Réhabilitation des infrastructures scolaires et gestion communautaire des écoles », financé par la Banque Mondiale. Cette composante vise à remettre en état les infrastructures scolaires délabrées ; équiper les écoles en mobilier scolaire et autres outillages ; renforcer les capacités des communautés de base et des structures ministérielles de gestion des équipements.

L'appui du PNUD a permis d'aider les communautés à mettre en place 1680 CGDC à travers la République du Congo. Dotés de trois organes ; l'Assemblée Générale, le Bureau Exécutif et la Commission de suivi et évaluation, les CGDC ont bénéficié des différentes sessions de formation sur l'entreprenariat, la planification du développement local, etc.

Depuis, une forte progression des taux d'inscription et de réussite scolaire. Le taux net de scolarisation dans le primaire est passé de 72% en 2005 à 82% en 2008. A ce jour, 1.028 salles de classes remises en état sous le leadership des CGDC avec pour impact l'amélioration des ratios élèves/maîtres (de 1/100 à 1/40); élèves tables bancs (1/4 à 1/2); 1680 formés aux outils de gestion communautaire (modules /manuels de formation disponibles); 800 CGDC sont reconnus légalement et 600 CGDC disposent d'un compte bancaire ainsi que 105 blocs administratifs. 15 000 tables-bancs et autres mobiliers scolaires ont été confectionnés et répartis dans les locaux réhabilités. Une vingtaine de logements administratifs ont été construits pour sédentariser les enseignants et participer à la sécurisation des

ouvrages. 100 petits projets d'aménagement des espaces scolaires réalisés.

Des documents clés tels le plan de développement des capacités, le Manuel de formation des CGDC, le guide de gestion des CGDC, etc. ont été élaborés pour sous tendre les formations organisées au niveau des départements. Les textes fondamentaux réglementant les CGDC ont été révisés (règlement intérieur). Les nouveaux modules de formation prennent en compte le nouveau statut qui sera désormais celui des CGDC et qui autorisera leur implication effective dans le processus de développement local.

« On se moment là notre tâche administrative est allégée parce que ces mêmes populations commençaient à se prendre en charge. Mais, il fallait un instrument, un organe. C'est là où est né le CGDC. Cette expérience nous a beaucoup aidé, c'est un plus pour nous. Hier on pensait nous-mêmes ici au niveau de la tutelle et en ce moment-là qu'on allait vers les populations. Mais, il s'est avéré que c'est à partir des populations des villages, les problèmes, les besoins sont ramenés vers nous », précise le Sous-Préfet de Louinguï.

Les autorités locales ont, depuis, fait part de leur intérêt pour les Comités de Gestion de développement communautaire (CGDC). Elles les ont incorporées dans leur stratégie de développement local. « Je reste convaincue que ces structures sont capables d'impulser une dynamique en faveur de la promotion d'un développement local durable, dans n'importe quel secteur du développement communautaire. Pour cela, la mise en place d'un mécanisme permettant l'institutionnalisation des CGDC dans la vie du village et du quartier en tant qu'organe de participation communautaire est indispensable », projette Mme Rosalie Kama-Niamayoua, Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation.

Le Conseil départemental de la Likouala, appuyé les CGDC des 10 districts en matériels audio visuels et informatiques en vue de la promotion des activités culturelles

Ainsi donc, les 1680 CGDC déjà mis en place sur l'ensemble du territoire national vont à terme, appuyer les chefs de quartier et chefs de village en tant qu'organes de la démocratie participative.

En effet, le projet de décret portant institutionnalisation des CGDC a été élaboré par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation depuis 2010. Sa promulgation devrait intervenir en 2011.

LES ACTIVITÉS DES CGDCs

LE CGDC DE BOKO VOIT UNE OPPORTUNITÉ DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Initialement créés pour gérer les écoles construites ou réhabilitées dans le cadre du Projet d'appui à l'éducation de base (PRAEBASE) - dans une approche communautaire - les Comités de gestion et de développement communautaire (CGDC) interviennent désormais dans tous les domaines du développement local.

Dans le district de Loungui, en République du Congo, le CGDC de Nkouka Mpassi dispose ainsi depuis 2012 d'un cheptel composé d'une dizaine de bêtes. Il fait partie des quelque 600 CGDC titulaires d'un compte bancaire et qui mettent en œuvre des activités génératrices de revenus (AGR), pour contribuer activement au développement de leur localité. A terme, les membres du comité de Nkouka Mpassi espèrent générer jusqu'à 2 millions de FCFA par an, à travers la vente des bêtes élevées par leurs soins.

«On a commencé avec deux génisses et aujourd'hui, notre CGDC compte onze bêtes. C'est un projet à long terme, mais très prometteur quand nous allons commencer à vendre», le président du CGDC de Nkouka Mpassi, M. Boniface Kiminou.

Encouragés par la réussite de leur élevage bovin, les membres du CGDC de Nkouka Mpassi ont étendu leurs activités commerciales à la culture de la grenadine et à la pisciculture en étang. Grâce aux fonds ainsi alloués par le



PNUD, ils parviennent notamment à garantir le fonctionnement de la cantine scolaire, pour nourrir les élèves de l'école de façon satisfaisante.

«Nous avons reçu un million de francs CFA pour le développement de nos activités. Outre l'achat des deux génisses, nous avons diversifié nos activités dans d'autres domaines», le président du CGDC de Nkouka Mpassi, M. Boniface Kiminou.

C'est en 2010, à la suite d'un intense plaidoyer de la part du PNUD, que les prérogatives des CGDC ont été étendues pour en faire des instances de gouvernance locale, de mise en œuvre et de suivi des actions de développement. Engagée en faveur de l'intensification des

AGR, la Banque Mondiale apporta un soutien décisif, avec un financement de 500 millions de FCFA.

Plus de 200 CGDC ont alors été sélectionnés et formés par le PNUD à l'élaboration et au montage des AGR dans l'agriculture, l'élevage, le petit commerce, la transformation, le maraîchage, la pêche, etc. Les communautés ont progressivement bénéficié de revenus durables, générés localement. Le CGDC de Mossaka, dans le département de la Cuvette, a mis en œuvre une expérience pilote sur la filière de l'aquaculture. De son côté, le CGDC de Nkouka Mpassi a bénéficié d'un million de FCFA pour lancer l'élevage bovin et caprin, la culture des agrumes et la pisciculture en étangs.

A ce jour, 237 AGR ont été initiées en République du Congo, favorisant l'autonomisation et la pérennisation des CGDC et au-delà, l'amélioration des conditions de vie des communautés. Prenant acte de cette dynamique et des résultats déjà obtenus, le gouvernement congolais prévoit désormais d'institutionnaliser les CGDC, pour en faire des acteurs à part entière du dispositif de la décentralisation. Ceci va redynamiser l'approche communautaire en République du Congo et consacrer l'importance des communautés de base dans le développement local. En ce sens, le PNUD y voit un véritable encouragement à poursuivre ses efforts en faveur des communautés, pour une réduction durable de la pauvreté.

JEU PNUD - SANGO

JOUEZ ET GAGNEZ DES NOMBREUX LOTS

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
C	H	A	N	G	E	M	E	N	T		E	X						
10	11				12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
R	U				S	O	U		S	G		E						
3	7	11	10	6		14		15	11	10	13	4						
A	M	U	R	E		I		B	U	R	O	N						
7	3	8	11	10	6	12		4	6			13						
M	A	T	U	R	E	S		N	E			O						
6	4		12	6	4		3	7	3	4		16						
E	N		S	E	N		A	M	A	N		P						
	13	17	6		18	11	1	7	6			2						
	O	L	E		D	U	C	M	E			H						
15	14	13			11		11	4	14	10	3	14						
B	I	O			U		U	N	I	R	A	I						
	18	14	12	8	14	17	17	6	12		14	17						
	D	I	S	T	I	L	L	E	S		I	L						
19	6	4		13	8	6		4		8	10	14						
Z	E	N		O	T	E		N		T	R	I						
6			20	14		5	11	6	10	14		6						
E			F	I		G	U	E	R	I		E						
10	6	12	14	17	14	6	4	8		17	8							
R	E	S	I	L	I	E	N	T		L	T							
13		11	12	6		10	6	8	3	8	6	10						
O		U	S	E		R	E	T	A	T	E	R						
	3	1	1	10	11	12		6		6	8	3						
	A	C	C	R	U	S		E		E	T	A						

Réponse du jeu PNUD SANGO 80

A U T O N O M I S A T I O N

Quelques interventions du PNUD Congo inhérentes à cette action:

- Formation des femmes sur les question de leadership politique et la bonne gouvernance
- Promotion du genre dans les hautes sphères de prise de décision et dans l'élaboration des programmes et politiques du Gouvernement
- Appui dans la mise en oeuvre des activités génératrice des revenus

VOS RÉPONSES SONT ATTENDUES
AU PLUS TARD LE 15 MARS 2013, À
L'ADRESSE SUIVANTE :
PNUD.SANGO@UNDP.ORG

LA NOUVELLE ÉCONOMISTE PRINCIPALE DU PNUD EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

Mme Ginette Mondongou Camara est désormais l'Économiste Principale du Bureau PNUD en République du Congo. Elle y a pris fonction, le 15 avril 2013. Elle remplace à ce poste M. Rimitéta Ranguébaye.

Ginette Mondongou Camara a fait son entrée au Système des Nations Unies en mars 2011 en qualité de Conseiller économique et de Senior Economiste au bureau du PNUD, à Ndjamena, au Tchad.

Elle travaillait précédemment, pour le bureau du FMI en Guinée et en Centrafrique. Elle a également eu à travailler entre 2003 et 2005, comme Expert à la CEPEC (Cellule d'Études de Politique Économique) au service du Gouvernement de la République de Guinée. A ce titre, elle a pu publier divers études et articles dans la revue économique de la CEPEC, notamment, sur la demande de monnaie, les crises de trésorerie les arriéré de paiement et leurs conséquences macroéconomiques, les négociations d'accords agricoles à l'OMC, les problématiques relatives au secteur de l'eau, etc.



Mme Ginette Camara, nouvelle Economiste Principale du PNUD Congo

divers autres programmes.

Docteur es sciences économiques, Mme Camara a fait ses études à l'Université d'Auvergne. « Mes loisirs consistent principalement en des activités musicales et en des voyages. Je suis titulaire du diplôme de fin d'étude du conservatoire de région d'Auvergne en art lyrique. Je chante depuis 1981 pour la chorale Maîtrise Gabriel Fauré d'Auvergne en France et à l'étranger », a-t-elle précisé. Ginette est mère de trois enfants. Ginette Camara parle le Français, le Sango, l'Anglais et des rudiments d'Allemand.

Mme Camara a aussi exercé, au compte de la Mission Résidente de la Banque Mondiale, à Bangui, dans le cadre de l'élaboration de la stratégie d'aide de cette institution aux Organisations Non Gouvernementales en Centrafrique.

Ginette a également travaillé pour la Délégation de la Commission Européenne en Centrafrique et au Mali. Elle avait dans son portefeuille le suivi du programme d'ajustement structurel et

Photo PNUD Congo



PNUD SANGO vous présente Melinda, la brioche que cachait le four de notre chère Noella. Elle est née le 16 mars 2013 à Paris en France. Melinda fait les beauxjours de sa bienheureuse mère.



PNUD SANGO vous présente Amadou, le bout d'chou de notre cher Elhadj. Le petit Amoudou (Futur ARR/O).

PNUD-Sango, le bulletin du développement

Equipe de rédaction

Directeur de Publication
Eloi Kouadio IV

Rédacteur en Chef
Séraphin Ngoma

Comité de rédaction
Séraphin Ngoma
Sylver Ikama

Comité de Relecture
Normand Alouna
Joseph Ikoubou
Claude-Angella Mabassi
Charles Boukaka

Design
Sylver Ikama

Contact
Email: pnud.sango@undp.org
Tél.: 068750005/068750032
www.cg.undp.org
www.facebook.com/pages/UNDP-Congo

Notre Vison : «Nous aligner sur les priorités nationales fondées sur les OMD et contribuer, dans un esprit d'équipe solide, à l'avancement de l'agenda du développement au Congo pour soutenir le développement des capacités nationales et établir des partenariats stratégiques».